



02/2003

n°

6.

Délégation Régionale Picardie



## Montdidier réduit sa facture énergétique

Devant la diversité du patrimoine bâti d'une commune, il est souvent difficile pour les élus d'avoir une idée précise des améliorations à engager pour réaliser des économies d'énergie.

☺ Faut-il par exemple remplacer certaines chaudières? mieux isoler les bâtiments? ou encore moderniser l'éclairage public?

☺ Pour une collectivité locale, la réduction de ses dépenses énergétiques exige en amont un audit complet de ses équipements. C'est ce que vient d'entreprendre la ville de Montdidier en lançant en 2002 un **Conseil d'Orientation Énergétique**. Soucieuse de maîtriser ses dépenses, cette commune a fait réaliser par un bureau d'études indépendant (Cabinet Bernard) un bilan énergétique sur l'ensemble de son patrimoine. Cet état des lieux énergétiques des bâtiments et du réseau d'éclairage public a permis aux élus de mieux connaître leur patrimoine, de repérer les bâtiments consommateurs et donc de prévoir des interventions afin de réduire les consommations.

☺ Les résultats ont mis en évidence la nécessité de remplacer des chaudières, de revoir les contrats de fournitures

d'énergies, et également de redéfinir le parc automobile en fonction des usages. Les retombées sont immédiates puisque le simple fait de renégocier les contrats de fournitures d'énergies a entraîné des économies couvrant le coût de l'étude engagé par la ville de Montdidier.

☺ Regroupant les informations nécessaires pour infléchir la politique énergétique de la commune, cette analyse permet aussi de construire l'avenir. Des actions sont déjà programmées comme l'étude d'une chaufferie bois qui couvrira les besoins de chauffage d'un ensemble de bâtiments (centre des impôts, gymnase, cantine, Prieuré...) et celle de la piscine par la Communauté de Communes.

☺ L'initiative de Montdidier n'est pas unique puisque Breteuil sur Noye(60) et Villeneuve les Sablons(60) viennent à leur tour d'engager des COE communaux.

☺ Pour être pertinente, une telle démarche nécessite une approche globale qui intègre les dimensions d'investissement, de fonctionnement et d'environnement. ■

ADEME - Ackli ASSAL  
03 22 45 19 19

## Énergies locales

Des projets "éoliens" se concrétisent en Picardie donnant corps à un travail de promotion des ressources énergétiques locales mené depuis de nombreuses années. Ces projets intègrent à la fois des dimensions techniques, économiques, environnementales et sociales.

☺ Se réjouir mais aussi être attentif. À l'intérieur de quel périmètre faut-il mener la concertation et qui bénéficiera des retombées financières: la commune, la communauté de communes, ou un territoire plus large? Les impacts, indéniablement, dépassent celui de la commune. Des réflexions sont encore à mener sur cette question.

☺ Se réjouir et encore travailler: le développement de l'éolien n'a de sens que s'il s'accompagne de politiques volontaristes de maîtrise des consommations. À quoi bon installer des machines si dans le même temps on ne cherche pas à limiter, par exemple, l'usage de l'éclairage artificiel dans les bâtiments ou à favoriser l'utilisation d'autres énergies locales pour des besoins thermiques?

☺ Le cadre territorial est propice à une approche énergétique "consommation-production" et donc à faire naître des logiques d'énergie décentralisée. ■

ADEME - Christian FABRY



## Document de synthèse éolien

En complément de l'atlas éolien réalisé en 2001, l'ADEME Picardie et le Conseil Régional ont souhaité mettre en place un document cartographique regroupant les principales informations nécessaires au montage d'un projet éolien. Qu'elles soient d'ordres techniques, environnementales, administratives ou réglementaires, ces données seront mises à disposition de l'ensemble des acteurs d'un projet et participeront ainsi

à une recherche cohérente des zones d'implantation.

☺ Purement informel et indicatif, ce document établi à l'échelle régionale, doit permettre aux acteurs du développement local, d'apprécier la pertinence des choix d'implantation des parcs éoliens. ■

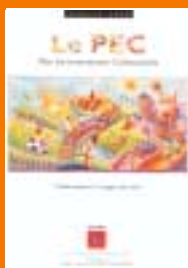
ADEME - Christophe ROGER  
03 22 45 19 19



## Planète Précieuse Ensemble, protégeons-la !

ADEME, Conseil Régional de Picardie, Rectorat, CRDP, URCPIE, Agences de l'Eau Artois-Picardie et Seine-Normandie  
octobre 2002

Livret d'information fournissant aux professeurs et aux élèves une base de travail complémentaire à l'exposition-conférence



## Le PEC (Plan Environnement Collectivités) ADEME - juillet 2002

Destiné aux collectivités qui souhaitent mettre en œuvre des approches transversales de la gestion de l'environnement à l'échelle de leur territoire



## Qualité Environnementale des Bâtiments ADEME - avril 2002

Manuel à l'usage de la maîtrise d'ouvrage et des acteurs du bâtiment



## Tableaux de bord énergie et déchets en Picardie

Bien que la gestion des déchets se modernise, les différents acteurs (collectivités locales, services de l'État, professionnels) sont régulièrement confrontés à des difficultés dans leurs prises de décision et dans le suivi et l'évaluation des actions mises en œuvre. En effet, les données statistiques disponibles sont le plus souvent dispersées et hétérogènes.

De plus, le respect des engagements nationaux en matière de lutte contre les changements climatiques passe par la mise en place de politiques de maîtrise de l'énergie au niveau régional et infra-régional, comme l'a souligné le Schéma de Service Collectif de l'Énergie (décret du 18/04/2002).

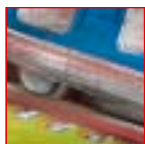
C'est pourquoi l'ADEME Picardie depuis juin 2002 anime un comité technique sur l'élaboration de tableaux de bord énergie et déchets, auquel participent déjà le Conseil Régional de Picardie, les Conseils Généraux de la Somme et de l'Aisne et les services de l'État (DRIRE, DIREN,

etc). Les principaux objectifs sont :

- de connaître, comparer et diffuser des informations sur les flux, les coûts et les impacts en matière de déchets ;
- d'alimenter en données énergétiques les institutions régionales dans le cadre du Comité de suivi du Schéma de Service Collectif de l'Énergie, du Plan Régional de la Qualité de l'Air et du Contrat de Plan État-Région ;
- de définir et d'évaluer un programme d'actions argumenté et chiffré de maîtrise de l'énergie et de valorisation des ressources énergétiques locales.

La réalisation de l'inventaire des déchets 2001 et du bilan énergétique de la Picardie pour les années 1999 et 2000, ainsi que la création des systèmes d'information géographique associés constituent le point de départ de cette démarche. ■

ADEME - Vincent PIBOULEU  
03 22 45 19 18



## Développement de l'utilisation du rail chez un producteur de granulats

Les granulats représentent l'une des principales matières premières consommée dans notre pays. Ces granulats sont utilisés pour la construction d'ouvrages de génie civil, du bâtiment et de travaux publics (ballast des voies TGV, routes, bétons...). Afin de préserver ses gisements en granulats alluvionnaires et satisfaire ses clients, la société Granulats de Picardie, située à Longueil Sainte Marie(60) a dû faire appel à des granulats de carrières provenant d'autres régions.

Pour des raisons environnementales, la Société de Gérance des Wagons de grande capacité, filiale de la SNCF, a préconisé à Granulats de Picardie une utilisation massive du transport ferroviaire. Ainsi, pour permettre l'acheminement de 300000 tonnes de granulats par an, la SGW a doté le site de Granulats de Picardie d'un dispositif de déchar-

gement automatique augmentant les cadences et les rotations des trains. À partir de février 2003, une zone de stockage avancée sera mise en place, proche du marché et d'une capacité de plusieurs mois. Grâce à ce dispositif, ce sont 5 400 000 km/an de circulations camions qui seront évitées représentant 37% d'économies d'énergie soit 408 tonnes équivalent pétrole.

L'ADEME Picardie a considéré ce projet de transfert modal comme une opération exemplaire et à ce titre a apporté son soutien financier. En effet, les transferts modaux de la route vers le rail ou vers la voie fluviale constituent un élément clé de la politique de lutte contre le changement climatique en réduisant les rejets de gaz à effet de serre. ■

ADEME - Yannick PAILLET  
03 22 45 19 18



## “Planète Précieuse” fête ses 10 ans !

Le 15 octobre dernier, les acteurs de l'éducation à l'environnement se sont retrouvés au CRDP d'Amiens pour célébrer le 10<sup>ème</sup> anniversaire de “Planète Précieuse”.

🌐 Déjà dix ans que cette exposition-conférence, initiée par l'ADEME et le Conseil régional de Picardie circule dans les établissements scolaires de la région grâce aux animateurs de l'URCPIE.

🌐 Cette manifestation organisée par l'ADEME Picardie, en partenariat avec le CRDP, le Conseil Régional, les Agences de l'Eau Artois-Picardie et Seine Normandie, et le rectorat de l'Académie d'Amiens a permis de dévoiler la 3<sup>ème</sup> génération de l'exposition. Ce sont aujourd'hui dix-neuf panneaux totalement relookés qui voient le jour dans un esprit d'approche globale de l'environnement ouvrant des réflexions sur le développement durable.

À cette occasion, des responsables tunisiens et roumains ont témoigné de leur expérience et de l'adaptation de “Planète Précieuse” à leur contexte national. Cet outil pédagogique leur a servi à développer des actions d'éducation à l'environnement dans leur pays respectif.

🌐 L'exposition continuera de fêter ses 10 ans dans les 2 autres départements picards et notamment au printemps avec un événement prévu au CDDP de l'Aisne.

🌐 Gageons qu'avec cette nouvelle version, l'exposition reparte pour 10 ans ! ■

ADEME - Évelyne MARCHAND  
03 22 45 19 19

PAPIER

VERRE

PLASTIQUE

## Trois contrats territoriaux déchets

En France, il existe actuellement 15 contrats territoriaux dont trois concernent des collectivités de notre région : le Syndicat Mixte de la Vallée de l'Oise (SMVO), le Syndicat Mixte Interdépartemental de Traitement de l'Ouest Picard (SMITOP) et les Communautés de Communes du Plateau Picard et du Clermontois.

🌐 Ces contrats encouragent les collectivités à adopter des solutions globales de gestion des déchets sur un territoire et à améliorer la concertation avec l'ensemble des acteurs. Cette approche cherche à promouvoir une démarche intégrée “gestion des déchets, développement local et

aménagement du territoire”.

🌐 En Picardie, ces contrats territoriaux déchets s'intéressent notamment à la gestion des déchets des professionnels, des déchets organiques, à la création de recyclerie, à l'optimisation des collectes, à la sensibilisation des acteurs aux chantiers propres et démarche HQE, au management environnemental...

🌐 Passés avec l'ADEME Picardie, ces contrats vont permettre d'expérimenter de nouvelles approches et de nouvelles méthodologies qui pourront à terme bénéficier à d'autres territoires. ■

ADEME - Sophie ROUAT  
03 22 45 19 19

## DEEE ou D3E

Ces 2 sigles ont la même signification : Déchets d'Équipements Électriques et Electroniques.

Les équipements électriques ou électroniques sont des équipements qui fonctionnent grâce à des courants électriques ou à des champs électromagnétiques.

Les DEEE sont en général distingués en 3 catégories :

- les produits blancs : appareils de lavage (lave-linge ou lave-vaisselle), de cuisson et de préparation culinaire ;
- les produits bruns : appareils audiovisuels (TV, magnétoscope, Hi-Fi) ;
- les produits gris : équipements informatiques et bureautiques.

En 2000, on estime que 1,5 millions de tonnes de DEEE ont été générés par les entreprises et les ménages. Le taux de croissance annuel de ces déchets est de 3 à 5%. Plus de 50% de ces déchets sont issus des ménages (13 kg/an/hab).

En décembre dernier, le Parlement européen a adopté une loi fixant les modalités de collecte et de recyclage de ces déchets (décret français à venir). Le principe de la “responsabilité élargie du producteur” obligera les producteurs et “metteurs sur les marchés” à financer la mise en place des filières.

Cette directive impose notamment la collecte des DEEE, le traitement systématique des composants dangereux, et la valorisation avec une priorité donnée à la réutilisation et au recyclage. Des objectifs de collecte (4 kg/an/hab pour les DEEE provenant des ménages) et des taux de valorisation allant de 60 à 80% sont imposés aux états membres d'ici fin 2006.

ADEME - Christian FEUILLETTE  
03 22 45 19 18



## Planète Précieuse souffle ses 10 bougies

URCPIE : Anna Manso 03 22 33 24 24

Depuis son lancement en 1992, ce sont 74 474 élèves qui ont bénéficié de l'exposition-conférence “Planète Précieuse” dont 62,7% sont des lycéens. Cet outil pédagogique traite de l'environnement autour de 5 thèmes principaux : eau, déchets, énergie, bruit, air. Animée et coordonnée par l'Union Régionale des Centres Permanents d'Initiative à l'Environnement (URCPIE), ce sont 5 intervenants répartis sur les trois départements qui l'ont faite tourner depuis 10 ans sur 147 établissements de la région.



147  
établissements visités

74 474 élèves





## Management environnemental en agriculture

**Aujourd'hui**, la prise en compte de l'environnement dans l'activité agricole devient une nécessité pour assurer la durabilité agronomique et économique des exploitations d'une part et pour protéger l'environnement et la biodiversité d'autre part. L'environnement, la qualité et la sécurité sont des domaines incontournables de la Politique Agricole Commune. L'attribution des aides sera de plus en plus conditionnée par la mise en œuvre de pratiques respectueuses de l'environnement.

Face à ces nouveaux défis, l'ADEME Picardie, le Conseil Régional et PériG (conseils en stratégie et agriculture) ont lancé en novembre 2002 une première action expérimentale auprès d'une trentaine d'agriculteurs picards. Le but : clarifier les options stratégiques qui s'offrent aux agriculteurs afin de les accompagner vers une démarche d'amélioration de leurs performances.

Un pré-diagnostic des exploitations agricoles permettra d'apprécier l'état des entreprises. Ensuite, des groupes de réflexion entre agriculteurs, ADEME, PériG et Alternattech (organisme de recherche et développement) seront organisés dans chaque département afin d'identifier les impacts environnementaux des pratiques agricoles.

Alternattech aura pour tâche de mettre au point un dispositif de fiches de suivi sur le management environnemental conforme aux exigences de la norme ISO 14001. Cet outil méthodologique aidera les agriculteurs à mettre en œuvre une démarche de management environnemental sur leur exploitation tout en respectant une progressivité et une dynamique propre à chaque exploitation agricole. ■

ADEME - Iman BAHMANI  
03 22 45 19 18



### Devenir éco-consommateur Acheter et consommer mieux

ADEME - octobre 2002

Sachons trouver et utiliser les éco-produits grâce à ce guide sur nos actes d'achat

## Exposition



### Des éoliennes dans votre environnement ?

ADEME - décembre 2002

12 panneaux d'exposition pour mieux comprendre les enjeux et connaître l'impact des éoliennes sur l'environnement



## Études pour la réhabilitation des anciennes décharges de la Somme

Depuis 1996, l'ADEME Picardie et le Conseil Général de la Somme ont signé un accord-cadre visant à aider techniquement et financièrement les collectivités du département pour l'étude et la remise en état des anciens sites de décharges.

Dans ce cadre, le département a réalisé "une étude pour la résorption et la réhabilitation des décharges de la Somme". Ainsi, 335 décharges ont été recensées et 56 ont fait l'objet d'une visite approfondie en fonction de leurs impacts environnementaux. Suite à cette étude les 56 décharges retenues ont été classées en deux catégories :

- 8 sites ne nécessitant pas ou peu d'investigations complémentaires ;
- 48 sites nécessitant des investigations

complémentaires avant leur remise en état.

Afin de faciliter le lancement de ces études complémentaires, le Conseil Général soutenu par l'ADEME a engagé un programme pluriannuel d'études préalables à la réhabilitation des sites. Il en a assuré, avec l'accord des collectivités, la maîtrise d'ouvrage permettant ainsi de regrouper les études et d'en réduire sensiblement le coût.

À ce jour, 23 collectivités ont profité de cette opportunité pour évaluer leur ancien site de décharge et bénéficier de propositions de réhabilitation. Les travaux restent maintenant à venir... ■

ADEME - Moïse LEFRANC  
03 22 45 19 18



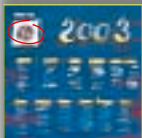
n° 6

### Le journal d'information

de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie, Délégation Régionale Picardie.  
2, rue Delpech - 80000 Amiens  
Tél. 03 22 45 18 90 - Fax 03 22 45 19 47  
e-mail : ademe.picardie@ademe.fr

Directeur de publication  
Christian FABRY

Conception et réalisation  
Grand Nord - 03 22 80 50 20



## Agenda

Renseignements au 03 22 45 18 90

**Journée technique ATEE**  
3/04/2003

"Les Émissions de COV. Quels enjeux?" à Amiens, organisée en partenariat avec la CFCI, le Conseil Régional et l'ADEME.  
Rens. au 03 22 45 19 18.

**Débat sur l'énergie**  
10/04/2003

À Amiens. Rens. au 03 22 45 18 90.

**La bicyclette-Reine de la ville**  
12/04/2003

Forum organisé par Vélo Service à Amiens.  
Rens. au 03 22 72 55 13.